

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Lutte contre les APE : un expert relève la 'démobilisation' des Ouest-Africains

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 17 janvier 2009

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Ouestafnews - Des responsables de l'ONG Enda Tiers-monde (basée à Dakar) ont exprimé leur inquiétude de voir l'Union européenne (UE) se sentir libre d'imposer ses exigences sur les Accords de partenariat économique (APE), devant la 'démobilisation' des pays de la zone ouest-africaine et le relâchement du contrôle exercé sur les négociateurs, a appris Ouestafnews de source informée. Un an après les grandes périodes de mobilisation contre les Accords de partenariat économique (APE) prônés par l'UE, 'nous nous sentons un peu déçus', a déclaré au cours d'une conférence de presse Tawfiq Ben Abdallah, coordonnateur de programme à Enda Tiers-monde.

Evoquant la faible mobilisation actuelle contre les **APE**, M. Ben Abdallah cité par l'Agence de presse sénégalaise (APS) a ajouté qu'il *"ne se passe plus grand-chose"* mais *"peut-être que les motivations politiques de départ n'existent plus"*. Le Sénégal, un des pays de la zone ouest-africaine qui avait pris, en janvier 2007, la tête de la mobilisation contre les APE, en envoyant des membres de son élite politique, économique et sociale marcher à Bruxelles afin qu'un contenu lié à la problématique du « *développement* » soit donné aux APE.

Depuis, un programme de l'APE pour le développement a été élaboré, qui identifie différents projets dans le domaine des infrastructures et de la productivité des entreprises, en collaboration avec les objectifs arrêtés dans ce domaine par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (**CEDEAO**). Du fait que la mobilisation africaine faiblit de plus en plus, il est à *"craindre que l'UE n'ait plus en face d'elle une opinion publique mobilisée"* et se sente libre *"d'imposer ses exigences"*, a soutenu Tawfiq Ben Abdallah.

Il a aussi évoqué le risque de voir les négociateurs se sentir moins concernés, moins alertés et moins contrôlés, avec la conséquence de les voir s'abstenir de négocier *"au mieux des intérêts de la région"* ouest-africaine. Depuis juin 2008, des accords ont été trouvés avec l'UE dans certains domaines, a fait savoir pour sa part **Cheikh Tidiane Dièye**, coordonnateur du programme commerce à l'ONG **Enda Tiers monde**. *"Il y a malheureusement ou heureusement, c'est selon, une foule"* de sujets sur lesquels les deux parties n'ont pu jusque-là s'accorder, a-t-il ajouté.

L'UE s'oppose à l'Afrique de l'Ouest à propos notamment des prélèvements effectués sur les taxes douanières pour financer les organisations communautaires (**CEDEAO**, **UEMOA**), de même qu'elle veut la suppression des transitaires et souhaite la disparition de droits de douane et la baisse de la protection à hauteur de 80 pour cent. L'Afrique de l'Ouest est favorable, quant à elle, à une libéralisation du commerce avec l'UE à hauteur de 60 à 65 pour cent, sur un délai de transition de 25 ans, tandis que la partie européenne milite en outre pour une ouverture du secteur des services, refusée par la zone ouest-africaine. De même, l'Afrique de l'Ouest souhaite introduire une clause sur l'obligation mutuelle d'interdiction d'exportation vers le territoire de l'autre partie de produits interdits à la consommation dans le pays exportateur. Aussi veut-elle dans l'accord une clause de révision qui permettrait à la région de revoir le calendrier de libéralisation convenu en cas de difficultés économiques. Ces différents points, plus d'autres encore, ne rencontrent pas l'assentiment de la partie européenne. Face à la résistance que lui ont opposée en bloc les pays ouest africains lors des négociations, l'U.E a contourné la difficulté en faisant signer « *un accord intérimaire* » à certains pays, dont la Côte d'Ivoire et le Ghana, sous la menace de bloquer leurs exportations vers l'U.E.

Vendredi 16 Janvier 2009 - Ouestaf News

lire aussi sur www.ouestaf.com (22 Janvier 2009) : [**APE : les leaders syndicaux ouest-africains appellent à la vigilance et au rejet des accords**](#)

Lutte contre les APE : un expert relève la 'démobilisation' des Ouest-Africains

et sur www.aps.sn (2 février 2009) : [La contre-proposition aux APE doit être axée sur l'industrialisation, selon le sénateur Daouda Faye](#)
